

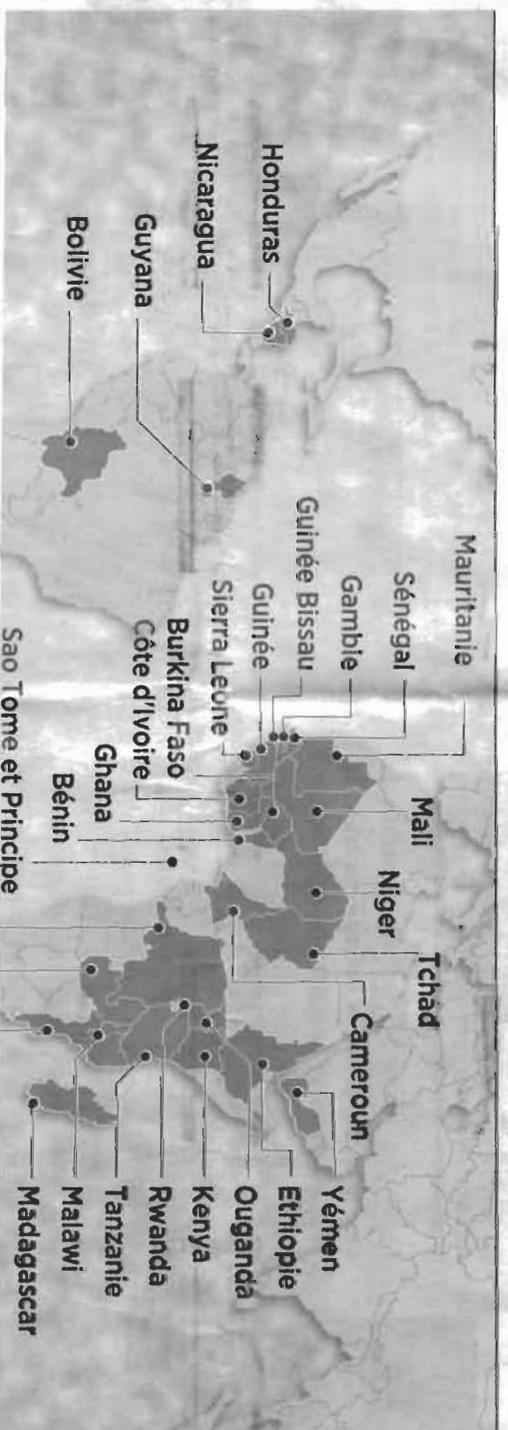
# PLAN MARSHALL EN AFRIQUE: LE G8 CONTINUE DE PINAILLER

ÉLISABETH BECKERT DUNNING

Même le manequin allemand Claudia Schiffer s'y met, c'est dire s'il y a urgence: «J'ai deux enfants, a-t-elle déclaré hier à Londres. Et si je vivais quelque part en Afrique, j'aurais eu une chance sur cinq de mourir pendant mon accouchement; et mes enfants auraient eu un risque sur cinq de mourir avant leurs cinq ans.» Elle a fait cette affirmation, alors que la capitale britannique attendait pour ce soir la réunion des huit ministres des Finances du G8, le club des huit pays les plus riches du monde (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Canada, Italie, Japon et Russie).

Leur mission? Trouver un accord sur un plan de sauvetage du continent africain qui, sur proposition du gouvernement de Tony Blair, comprend deux volets: l'annulation de la dette des pays les plus pauvres envers le FMI et la Banque mondiale, ainsi que le doublement de l'aide au développement pour l'amener à 100 milliards de dollars par an. Quelques chiffres suffisent à sonner l'alarme: selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), près de neuf habitants sur dix des trente-

■ PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS (PPTÉ) En millions de dollars



Malgré tout, la croissance revient

Les nouvelles ne sont pas forcément toujours mauvaises en provenance d'Afrique. «Le continent africain traverse actuellement l'une des périodes les plus favorables de son histoire récente, marquée notamment par l'instauration de la paix dans nombre de régions et la réalisation considérable en matière de mise en place d'institutions démocratiques», vient ainsi de déclarer Omiar Kabbaï, président de la Banque africaine de développement.

Les chiffres sont là pour le prouver: en 2004, la croissance du PIB africain a progressé de 5,1% et devrait même passer rapidement à 7 ou 8% ces prochaines années. La lutte contre la corruption — véritable frein à l'investissement — y est pour beaucoup. Lazarus Kim, le directeur général de la multinationale Anglo American pour l'Afrique, ne cache pas son enthousiasme: «Ce continent offre désormais des possibilités d'investissements énormes pour les entre-

quatre pays africains les moins avancés vivent avec moins de 2 dollars par jour; 65% disposent carrément de moins d'un dollar journalier pour subsister.

Or, démontre un rapport officiel de la Commission pour l'Afrique mandaté par Tony Blair, «aujourd'hui encore, le continent paie davantage pour le service de la dette que pour son système de santé. Cela signifie qu'à l'heure actuelle, chaque fois qu'un pays africain reçoit deux dollars d'aide, il en reverse immédiatement un au titre de la dette».

C'est ce qui s'appelle l'écrasante logique mathématique que démontre très bien le cas du Mali qui s'est vu prêter 700 millions de dollars en 1980 — dont une immense partie a d'ailleurs été pillée par l'ex-dictateur Moussa Traoré — et qui, à l'heure ac-

Illustration: Reuters/5. L'apôtre  
Sources: Banque mondiale,  
gouvernement britannique.

tuelle, a déjà remboursé sept fois le montant emprunté, alors même que sa dette a été multipliée dans le même temps par quatre, sous le simple jeu combiné des intérêts cumulés qui grossissent de façon exponentielle.

Ainsi, in globo, l'Afrique subsaharienne a «reçu» 294 milliards de dollars de prêts sur lesquels elle a déjà payé 268 milliards de dollars en intérêts et amortissements. Et pourtant, elle reste débitrice envers les pays riches, pour 210 milliards dont 80 milliards de dollars dus au FMI et à la Banque mondiale, dont les

seuls intérêts — 15 milliards de dollars par an qui exploseront, selon Blair, à 27 milliards d'ici

## «Le continent africain paie davantage pour le service de la dette que pour la santé»

COMMISSION POUR L'AFRIQUE

2015 — ponctionnent plus de tiers (38%) du produit intérieur brut du Bénin, du Mali, du

République  
démocratique du Congo

Mozambique

Zambie

Tchad, de l'Ouganda ou du Malawi... Point besoin d'être Prix Nobel d'économie pour comprendre, dès lors, à quel point la dette extérieure africaine représente l'un des plus grands obstacles au développement économique de ces pays et aux investissements nécessaires en infrastructures, éducation ou santé.

Or, avant même d'entrer en conclave ce soir à Londres en vue de préparer le Sommet du G8 à Gleneagles (Ecosse) les 6 et 7 juillet prochains, les grands argentiers déclarant déjà leurs divergences, Washington et Londres sont d'accord de rayer à

100% les 80 milliards de dollars dus aux institutions multilatérales. Mais Paris, Berlin et Tokyo s'y opposent, au motif qu'une «annulation linéaire serait injuste pour tous les autres pays débiteurs qui ont loyalement honoré leur dû» (Jacques Chirac). Ces trois États veulent donc imposer un plan bien moins ambitieux

(lire ci-dessous). En attendant, l'horloge de la comptabilité poursuit sa course folle. Ce qui fait dire au président sud-africain Thabo Mbeki: «Qu'importent les moyens, seule compte pour nous la finalité: c'est que les ressources soient effectivement là.»

# Autant de pays, autant de plans

Les deux axes d'aides qui seront discutés début juillet en Ecosse (dette et développement) divisent systématiquement les huit membres du G8. Voici donc ces plans, leurs adeptes et leurs adversaires.

■ **Annulation totale de la dette.** La Grande-Bretagne propose de bifurquer l'entier des 80 milliards de dollars que les pays africains les plus pauvres doivent au FMI et à la Banque mondiale. Mais, pour que ces institutions ne se retrouvent pas avec un trou béant, Tony Blair s'engage à combler la créance due par ces pays à l'Argentine et demande aux autres membres d'en faire de même. Sur le principe, admettant même est d'accord, admettant même l'idée de «rembourser» l'argent

manquant au FMI et à la BM. Mais il ne précise par encore d'où proviendront les fonds (emprunts, prélèvement sur le budget ou autres).

ment également pour cause de finances publiques désastreuses. Les trois pays vont donc avancer un compromis ce soir et demain. Oui à une annulation, mais uniquement aux États africains qui en ont le plus besoin, soit, pour l'heure, la Mauritanie, le Mali, l'Éthiopie, le Niger et la Guyane. ■ **Aide au développement.** Le chancelier à l'échiquier britannique Gordon Brown demande à ses pairs de doubler l'aide financière à l'Afrique, à 100 milliards de dollars par année. Pour ce faire, il suggère de recourir à l'emprunt obligatoire. Le «coup d'échec», soutenu par l'OMC ou la Fondation Bill et Melinda Gates, pourrait porter sur 4 milliards de dollars, destinés à un vaste pro-

prises en quête de croissance forte.» Son groupe a ainsi investi 100 milliards de francs (14,52 milliards de dollars) ces cinq dernières années et prévoit, dans les trois ans à venir, un nouveau programme d'investissement de 4,2 milliards.

Certes, comme le précise Omar Kabbaj, «il existe encore des variations notables d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. Mais l'amélioration de la performance est généralisée». Il s'agit également qu'après des années de chute constante des prix des matières premières — le café s'est ainsi effondré de 4 dollars le kilo en 1980 à 63 cents en 2001 — les cours remontent pour certaines d'entre elles et la demande croît. (ce)

LIRE AUSSI EN PAGE 10

## Les chiffres de la dette

■ La dette extérieure globale des pays en voie de développement (Amérique latine, Afrique du Nord et Moyen-Orient, Afrique subsaharienne, Asie du Sud-Est, ex-bloc soviétique) est passée de **580 milliards de dollars en 1980 à 2400 milliards de dollars en 2004**. De très loin, c'est l'Amérique latine qui est la plus endettée, avec des emprunts atteignant 790 milliards de dollars.

■ Le service de la dette (intérêts et amortissement) a bondi quant à lui de 90 milliards de dollars par an à **340 milliards de dollars**.

■ Cette dette de 2400 milliards de dollars est détenue par trois catégories de créanciers: 19% par le Fonds monétaire interna-

tional et la Banque mondiale soit 460 milliards de dollars.

27% par les États riches (le Club de Paris), soit 640 milliards de dollars. Et 54% par des privés (banques commerciales, fonds de placements, caisses de pension), soit 1300 milliards de dollars.

■ Le bilan du remboursement de la dette est catastrophique. D'un stock de la dette de 580 milliards de dollars en 1980 à un stock de 2400 milliards de dollars en 2004, les pays débiteurs ont en effet versé la somme faramineuse de **4600 milliards de dollars** à leurs créanciers. En clair, pour 1 dollar dû en 1980, ils ont remboursé 8 dollars, mais doivent encore 4 dollars! (ce)

4600 milliards de dollars à leurs créanciers. En clair, pour 1 dollar dû en 1980, ils ont remboursé 8 dollars, mais doivent encore 4 dollars! (ce)

4600 milliards de dollars à leurs créanciers. En clair, pour 1 dollar dû en 1980, ils ont remboursé 8 dollars, mais doivent encore 4 dollars! (ce)

4600 milliards de dollars à leurs créanciers. En clair, pour 1 dollar dû en 1980, ils ont remboursé 8 dollars, mais doivent encore 4 dollars! (ce)

4600 milliards de dollars à leurs créanciers. En clair, pour 1 dollar dû en 1980, ils ont remboursé 8 dollars, mais doivent encore 4 dollars! (ce)